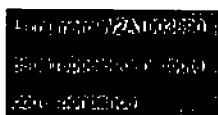




## PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD

Direction réglementation et libertés publiques  
Bureau des Elections et de la Réglementation  
tél. : 04.95.11.11.01



### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W2A1003690

Ancienne référence

de l'association :

02A1004256

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

**Le Préfet de Corse, Préfet de Corse du Sud**

donne récépissé à **Monsieur le Président**

d'une déclaration en date du : **14 septembre 2017**

faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

#### DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

#### ASSOCIATION DES PECHEURS A LA LIGNE AMATEURS DE GIROLATA

dont le siège social est situé : **20147 Partinello**

Décision(s) prise(s) le(s) : **13 septembre 2017**

Pièces fournies :  
lettre de mandat  
Procès-verbal  
liste des dirigeants

Ajaccio, le 14 septembre 2017

Le Préfet

Pour le Préfet,  
L'adjoint au chef de bureau délégué  
  
**J.-M. ALFONSI**

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5

#### NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.